

En moins de 10 ans : un tiers des producteurs disparus & baisse des surfaces cultivées

Les chiffres du secteur Fruits et Légumes montrent la décroissance générale des filières. La suppression de médicaments de protection des cultures et la sur-réglementation environnementale accentuent ce phénomène.



Le Ministre de l'agriculture s'appuyant sur une mission d'étude sénatoriale pourtant contestée poursuit une politique de suppression drastique de médicaments pourtant utiles à la protection des cultures. Les producteurs doivent faire face à une sur-réglementation déjà mise en place lors du Grenelle de l'environnement. Le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France qui rassemble des producteurs de l'agriculture biologique et raisonnée est particulièrement inquiet.

- Faute de solutions techniques et de molécules efficaces, on constate un développement des maladies émergentes. Vergers de kiwi touchés par une nouvelle bactérie [1], cultures de choux dévastées par une maladie [2], cerisiers, abricotiers et pêchers attaqués par un parasite exotique [3]... Ces agressions ne concernent pas seulement les exploitations agricoles mais toute espèce végétale. C'est le cas du frêne victime d'un champignon. Au Royaume-Uni, 100 000 arbres ont dû être abattus récemment faute de solutions techniques à cause de *Chalara fraxinea*. De même, 90% des frênes du Danemark ont été détruits [4].

Les producteurs qui sont des aménageurs de territoire et tous les amoureux de la nature doivent-ils assister à un désastre écologique faute de solution technique efficace et adaptée ?

- La sur-réglementation environnementale voulue par le Ministère de l'agriculture renforce la décroissance des filières de fruits et légumes. Le Grenelle de l'environnement qui s'est révélé

une machine à textes réglementaires (112 de juin 2009 à avril 2012) [5] se poursuit en matière de protection des cultures.

Dans notre pays, la production de fruits et légumes tout comme le nombre de producteurs s'est réduit d'un tiers en moins de 10 ans.

La carotte, produite sur plus de 15 000 hectares en 2004 [6] se cultive sur seulement 8 400 hectares en 2012 [7]. On comptait plus de 17 000 hectares de cultures de salade en 2004. Les surfaces sont maintenant passées sous la barre des 15 000 hectares.

En 20 ans, les surfaces de vergers de pommiers français sont passées de 61 000 ha à moins de 44 000 ha. Le verger national subit une érosion constante : entre 1992 et 2007, 42,28% des vergers ont même été arrachés !

En 5 ans, la récolte de poires a fléchi de près de 30% avec 1 169 000 tonnes seulement.

Distorsion de concurrence

La baisse des surfaces se répercute sur les volumes exportés qui diminuent et ceux importés qui augmentent de façon significative [8]. Les producteurs assistent à l'ouverture de plus en plus grande de notre marché à des productions étrangères qui ne sont pas soumises aux mêmes contraintes réglementaires, à la même fiscalité ni aux mêmes charges salariales ! Au niveau européen, l'harmonisation réglementaire qui devait avoir lieu n'existe toujours pas dans la réalité. De nombreuses distorsions de concurrence continuent d'exister.

Une réglementation inadaptée aux réalités du terrain est une pression supplémentaire pour les producteurs placés déjà dans des conditions difficiles en raison des conditions tarifaires et des questions salariales.

Faut-il le rappeler, les producteurs n'utilisent pas les produits phytosanitaires pour le plaisir. Ils ont recours à des outils d'aide à la décision (OAD), à des conseils d'ingénieurs présents dans toutes les structures de la filière et, chaque fois qu'ils le peuvent, à des techniques alternatives complémentaires.

Né en novembre 2007, le Collectif sauvons les fruits et légumes de France constitue un mouvement de citoyens. Il vise à sortir les producteurs de l'impasse réglementaire dans laquelle ils se trouvent. Il rassemble des producteurs issus de l'agriculture biologique et raisonnée de la France entière, membres de toutes les filières et de toutes les sections professionnelles qui, confrontés aux mêmes problèmes, ont décidé de réunir leurs efforts pour sensibiliser l'opinion et les pouvoirs publics aux menaces qui pèsent sur la production hexagonale et aux moyens d'y remédier ; il ne se substitue pas plus qu'il ne concurrence l'organisation traditionnelle de la profession ; il n'a pour but que de la compléter avec le souci, partagé par tous, de l'efficacité. Toutes les cultures de fruits et légumes y sont représentées. Il obtient le soutien de scientifiques, de médecins, mais également de chefs cuisiniers, etc. Il est soutenu par des élus (maires, conseillers généraux et régionaux, députés et sénateurs).